

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,
S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,
B. CLERFAYT

—
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2021-2022

A-424/1 Projet d'ordonnance

A-424/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du mercredi 10 novembre 2021.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,
S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,
B. CLERFAYT

—
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2021-2022

A-424/1 Ontwerp van ordonnantie

A-424/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van woensdag 10 november 2021

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/34445]

16 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, les articles *6bis*, alinéa 1^{er}, 17 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 19, alinéa 3, 28 alinéas 1^{er} et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ;

Vu l'avis n°68.155/4 du Conseil d'Etat donné le 12 novembre 2020 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis n° 69 325/4 du Conseil d'Etat donné le 1^{er} juin 2021 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 02 mars 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mars 2020 ;

Vu le test égalité des chances daté du 15 janvier 2020 ;

Vu l'avis n° 03/2021 de l'Autorité de Protection de données daté du 15 janvier 2021 ;

Considérant les avis des membres du Comité Consultatif régional des taxis et voitures de location avec chauffeur datés du 26/06/2020, du 09/07/2020, du 14/07/2020 et du 27/07/2020 ;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2020 ;

Considérant la nécessité d'assurer aux usagers des services autorisés par la Région de Bruxelles-Capitale que ces services répondent à des conditions de qualité minimum et sont exploités par des personnes répondant aux conditions de moralité et de capacité professionnelles requises ;

Que compte tenu du nombre croissant des autorisations d'exploiter des services de location de voitures avec chauffeur depuis 2015, il convient de faire usage des habilitations visées aux articles 19, alinéa 3 et 28 de l'ordonnance ;

Que cela est rendu nécessaire par la volonté de faire obstacle à la concurrence déloyale existant entre le secteur de taxis et le secteur de location de voitures avec chauffeur en mettant fin à l'absence de conditions de moralité et de capacités professionnelles pour les chauffeurs de voitures de location avec chauffeur ainsi que par la volonté de garantir la qualité de la prise en charge des usagers des services de location de voitures avec chauffeur ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/34445]

16 JULI 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, de artikelen *6bis*, eerste lid, 17 § 1, eerste lid, 19, derde lid, 28, eerste lid en 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur;

Gelet op het advies nr. 68.155/4 van de Raad van State, gegeven op 12 november 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 69 325/4 van de Raad van State, gegeven op 1 juni 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 02 maart 2020;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 05 maart 2020;

Gelet op de gelijkakantentest van 15 januari 2020 ;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 15 januari 2021;

Overwegende de adviezen van het Gewestelijk Adviescomité voor de taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur van 26/06/2020, 09/07/2020, 14/07/2020 en 27/07/2020 ;

Overwegende het advies van Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 2020;

Overwegende dat het voor gebruikers van de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vergunde diensten noodzakelijk is dat deze dienstverleners minstens kwaliteitsvoorwaarden naleven en dat ze rechtspersonen zijn die de vereiste voorwaarden inzake zedelijk gedrag of beroepsbekwaamheid vervullen;

Gelet op het feit dat het aangewezen is dat gebruik wordt gemaakt van de machtigingen waarin artikel 19, derde lid, en artikel 28 van de ordonnantie voorzien, aangezien het aantal vergunde diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur sinds 2015 is toegenomen;

Dat dit noodzakelijk is om oneerlijke mededinging te vermijden tussen de taxisector en de sector van diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, door het gebrek aan voorwaarden inzake zedelijk gedrag of beroepsbekwaamheid voor deze laatste categorie chauffeurs ongedaan te maken; dat dit ook noodzakelijk is met het oog op een kwaliteitsvolle dienstverlening door de voornoemde categorie aan de gebruikers;

Sur la proposition du Ministre-Président chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du biculturel d'intérêt régional, et du transport rémunéré de personnes.

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 8, alinéa 1^{er}, 4° de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, les mots « 10 jours ouvrables » sont remplacés par les mots « trois mois » ;

Art. 2. A l'article 11 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 27 mars 2014 et l'arrêté du 4 avril 2019, il est ajouté un alinéa 2 libellé comme suit :

« Le certificat de capacité visé à l'alinéa 1^{er} est valable uniquement pour exercer le métier de chauffeur de taxi. »

Art. 3. A l'article 14 du même arrêté tel que modifié par l'arrêté du 4 avril 2019 :

a) Dans la phrase liminaire du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « comprenant notamment les quatre éléments suivants » sont remplacés par les mots « comprenant notamment les deux phases suivants »

b) Le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1) est abrogé ;

c) Le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4) est abrogé ;

d) Les points 2) et 3) deviennent respectivement les points 1) et 2) ;

e) Le § 3 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 3 Ne peuvent participer à la phase 2 visée au paragraphe 1^{er} que les candidats déclarés aptes à la phase 1. »

f) au § 5, les mots « après un délai de six mois » sont remplacés par les mots « après un délai de deux mois » et les mots « après un délai de trois ans » sont remplacés par les mots « après un délai d'un an ».

g) un paragraphe 7 libellé comme suit est ajouté :

« § 7. Le candidat ayant passé et réussi les tests de sélection professionnelle visés à l'article 82quinquies du présent arrêté et dont l'attestation de réussite est valide, est dispensé de passer et réussir les tests visés au présent article. »

Art. 4. A l'article 16, § 6, al. 2 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 4 avril 2019, les mots « après l'expiration d'un délai de six mois » sont remplacés par les mots « après l'expiration d'un délai de deux mois » et les mots « après l'expiration d'un délai de trois ans » sont remplacés par les mots « après l'expiration d'un délai d'un an ».

Art. 5. L'article 22 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 4 avril 2019, est abrogé.

Art. 6. A l'article 25 du même arrêté, il est ajouté un alinéa 2 libellé comme suit :

« Les chauffeurs sont tenus d'informer l'Administration dans les trois mois à dater de la survenance de l'évènement, de toute condamnation pénale coulée en force de chose jugée prononcée à leur égard, en en présentant un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle. »

Art. 7. A l'article 26, § 1 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 27 mars 2014, il est ajouté un 6° libellé comme suit :

« 6° s'il est salarié à temps partiel, une copie de son contrat de travail spécifiant les jours et horaires de travail. »

Art. 8. A l'article 45, al. 1^{er}, 2° du même arrêté, les mots « dans cette hypothèse, une copie du document adressé à l'Administration doit se trouver à bord du véhicule ; » sont ajoutés après les mots « le premier jour ouvrable suivant le remplacement ; »

Art. 9. Dans le même arrêté, il est inséré un article 72bis libellé comme suit :

« Art. 72bis. Le retrait définitif de l'autorisation d'exploiter un service de taxis entraîne l'interdiction pendant 10 ans de demander et d'obtenir une nouvelle autorisation d'exploiter un service de taxis ou un service de location de voitures avec chauffeur.

Op voorstel van de minister-president belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, Promotie van het Imago van Brussel, Biculturele Zaken van Gewestelijk Belang en Bezoldigd Vervoer van Personen.

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 8, § 6, eerste lid, 4° van van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur hetzelfde besluit, wordt de woorden "10 werkdagen" vervangen door de woorden "drie maanden".

Art. 2. In artikel 11 van het hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 27 maart 2014 en van 4 april 2019, wordt een tweede lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

"Het in het eerste lid bedoelde bekwaamheidscertificaat is enkel geldig voor het uitoefenen van het beroep van taxichauffeur."

Art. 3. In artikel 14 van hetzelfde besluit, als gewijzigd bij besluit van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In de inleidende zin van § 1, eerste lid, worden de woorden "die de onder andere volgende vier bestanddelen omvatten" vervangen door de woorden "die in het bijzonder de volgende twee fases omvatten";

b) In het eerste lid van § 1 worden de bepalingen onder 1) opgeheven;

c) In het eerste lid van § 1 worden de bepalingen onder 4) opgeheven;

d) De punten 2) en 3) worden vernummerd naar respectievelijk de punten 1) en 2);

e) § 3 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 3. Alleen de kandidaten die geschikt verklaard worden voor fase 1 kunnen deelnemen aan de fase 2 zoals bedoeld in § 1."

f) in § 5 wordt het woord "zes" vervangen door het woord "twee" en worden de woorden "drie jaar" vervangen door de woorden "een jaar";

g) het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidende:

"§ 7. De kandidaat die de in artikel 82quinquies van dit besluit bedoelde beroepsselectietesten heeft afgelegd en daarin geslaagd is, en over een geldig getuigschrift beschikt, is vrijgesteld voor de in dit artikel bedoelde testen."

Art. 4. In artikel 16, § 6, tweede lid, van hetzelfde besluit, als gewijzigd bij besluit van 4 april 2019, wordt het woord "zes" vervangen door het woord "twee" en worden de woorden "drie jaar" vervangen door de woorden "een jaar".

Art. 5. Artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 4 april 2019, wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 25 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt:

"De chauffeurs zijn ertoe gehouden de Administratie op de hoogte te brengen binnen een termijn van drie maanden na het voorval, van elke in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke veroordeling ten opzichte van die persoon, door het overleggen van een uittreksel uit het strafregister afgeleverd overeenkomstig artikel 596, eerste lid van het Wetboek van strafverordering."

Art. 7. In artikel 26, § 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij besluit van 27 maart 2014, wordt er een punt 6° toegevoegd dat luidt als volgt:

"6° indien hij voltijdse werknemer is, een kopie van zijn arbeidsovereenkomst waarin de werkdagen en -tijden worden vastgelegd."

Art. 8. In artikel 45, eerste lid, 2° van hetzelfde besluit worden de woorden "in dit geval moet een kopie van het aan de Administratie gerichte document zich aan boord van het voertuig bevinden;" aangevuld na de woorden "mits hij zich op de eerste werkdag volgend op de vervanging bij de dienst meldt, voor bevestiging;"

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel 72bis ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 72bis. De definitieve intrekking van de vergunning voor het exploiteren van een taxidienst houdt een tienjarig verbod in om een nieuwe vergunning voor het exploiteren van een taxidienst of een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur aan te vragen en te verkrijgen.

Lorsque le retrait de l'autorisation concerne une personne morale, l'interdiction pendant 10 ans de demander et d'obtenir une nouvelle autorisation vise les gérants ou administrateurs chargés de la gestion journalière. »

Art. 10. L'article 76 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 76. Le retrait définitif du certificat de capacité entraîne l'interdiction pendant dix ans de se présenter aux séances d'information, tests de sélection professionnelle et examens permettant d'obtenir le certificat de capacité de chauffeur de taxis ou de chauffeur de voitures de location avec chauffeur. »

Art. 11. L'article 81 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 81. Les exploitants sont tenus de prévenir l'Administration :

1° dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la survenance de l'événement et s'il s'agit d'une personne morale, de tout transfert de siège social ou de changement de siège d'exploitation, de toute nomination, démission, exclusion d'administrateur, de gérant ou d'associé actif et de toute modification dans l'attribution des parts, à l'exclusion des parts aux porteurs, en présentant une copie certifiée conforme de la décision de l'organe compétent de la société et la preuve du dépôt de cette décision au greffe du tribunal de l'entreprise ;

2° dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la survenance de l'événement et s'il s'agit d'une personne physique, de tout changement de domicile, en présentant la carte d'identité ;

3° avant la mise en service du véhicule, de tout changement de véhicule, en présentant les documents de voiture prévu à l'article 83sexies ;

4° dans un délai de trois mois à dater de la survenance de l'événement, de toute condamnation pénale coulée en force de chose jugée prononcée à leur égard, en en présentant un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle ;

5° dans les 24 heures de la survenance de l'événement, de toute péremption, déchéance ou suspension du bénéfice de la police d'assurance pour un ou plusieurs véhicules ;

6° avant l'entrée en vigueur du contrat ou de sa modification, de l'engagement, du changement de régime de travail, de la démission ou du licenciement d'un chauffeur ;

7° dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la survenance de la décision, du prononcé de toute décision judiciaire relative à leur déclaration en faillite ou au rapport d'une faillite prononcée.

Les obligations qui précèdent doivent être assurées par l'exploitant par courrier, courrier électronique ou par pli par porteur déposé contre accusé de réception de l'Administration. Lorsque la communication visée à l'alinéa 1^{er}, 6° intervient en dehors des heures de bureau de l'Administration, une copie du document adressé à l'Administration doit se trouver à bord du véhicule. »

Art. 12. Dans la Section 1^{ère} du Chapitre I^{er} du Titre III, il est inséré un article 81bis libellé comme suit :

« Art. 81bis. Les exploitants ne peuvent engager ou laisser circuler des chauffeurs qui ne sont pas titulaires d'un certificat de capacité en cours de validité délivré par l'Administration et de l'attestation d'aptitude délivrée en application de la réglementation fédérale applicable.

Art. 13. Les articles 82 et 83 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Sous-section 1^{er} : Conditions

Art. 82. § 1. Les chauffeurs doivent répondre en permanence aux garanties de moralité et de capacité professionnelle exigées.

§ 2. Pour justifier de sa moralité, le chauffeur doit :

1° être de bonnes conduite, vie et mœurs ;

2° ne pas avoir encouru en Belgique ou à l'étranger une des condamnations suivantes coulée en force de chose jugée :

a) une peine criminelle avec ou sans sursis ;

b) une peine correctionnelle d'emprisonnement principale de plus de six mois ou une peine de travail principale de plus de cent heures, avec ou sans sursis ;

c) une peine correctionnelle d'emprisonnement principale de trois à six mois ou une peine de travail principale de cinquante à cent heures, avec ou sans sursis dans les cinq ans qui précèdent la demande

Als de intrekking van de vergunning een rechtspersoon betreft, geldt het tienjarige verbod om een nieuwe vergunning aan te vragen en te verkrijgen ten aanzien van de zaakvoerders of bestuurders belast met het dagelijkse beheer."

Art. 10. Artikel 76 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 76. De definitieve intrekking van het bekwaamheidscertificaat houdt het tienjarig verbod in om zich aan te melden voor de infosessies, de beroepsselectietesten en de examens voor het halen van het bekwaamheidscertificaat van taxichauffeur of van chauffeur van huurwagens met chauffeur."

Art. 11. Artikel 81 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 81. De exploitanten zijn ertoe gehouden de Administratie op de hoogte te brengen:

1° binnen een termijn van tien werkdagen nadat de situatie zich heeft voorgedaan en als het een rechtspersoon betreft, van elke verplaatsing van de maatschappelijke zetel of wijziging van de exploitatiezetel, elke benoeming, elk ontslag, elke uitsluiting van een bestuurder, zaakvoerder of werkende vennoot of zaakvoerder en van elke wijziging in de toekenning van de aandelen, met uitzondering van de aandelen aan toonder, aan de hand van een eensluidend verklaarde kopie van de beslissing van het bevoegde orgaan van de vennootschap en het bewijs van het neerleggen van deze beslissing ter griffie van de ondernemingsrechtbank;

2° binnen een termijn van tien werkdagen nadat de situatie zich heeft voorgedaan en als het een natuurlijke persoon betreft, van elke wijziging van woonplaats, aan de hand van de identiteitskaart;

3° voor de indienstelling van het voertuig, van elke verandering van voertuig, aan de hand van de in artikel 83sexies bedoelde boorddocumenten;

4° binnen een termijn van drie maanden nadat de situatie zich heeft voorgedaan, van elke in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke veroordeling ten opzichte van zijn persoon, door het overleggen van een uittreksel uit het strafregister afgeleverd overeenkomstig artikel 596, eerste lid van het Wetboek van strafvordering;

5° binnen de 24 uren nadat de situatie zich heeft voorgedaan, van elk verval, elk verstrijken of elke opschorting van de verzekeringspolis voor één of meer voertuigen;

6° voor de inwerkingtreding van het contract of de wijziging ervan, van de aanwerving, de verandering van de arbeidsregeling, het door een chauffeur aangeboden of aan een chauffeur gegeven ontslag;

7° binnen een termijn van tien werkdagen na de beslissing, van elke gerechtelijke beslissing aangaande zijn faillietverklaring of het verslag van een uitgesproken faillissement.

De voornoemde verplichtingen moeten door de exploitant worden uitgevoerd door middel van een brief, via de elektronische post of per koerier tegen ontvangstbewijs van de Administratie. Gebeurt de in het eerste lid, 6° bedoelde mededeling buiten de kantooruren van de Administratie, dan dient een kopie van het aan de Administratie gericht document zich aan boord van het voertuig te bevinden."

Art. 12. In afdeling 1 van hoofdstuk I van titel III wordt een artikel 81bis ingevoegd, luidende:

"Art. 81bis. De exploitanten mogen geen chauffeurs aanwerven of laten rijden die geen houder zijn van een geldig, door de Administratie afgeleverd bekwaamheidscertificaat en van het geschiktheidsattest, uitgereikt met toepassing van de geldende federale reglementering.

Art. 13. De artikelen 82 en 83 van hetzelfde besluit worden vervangen door wat volgt:

"Onderafdeling 1: Voorwaarden

Art. 82. § 1. De chauffeurs moeten steeds voldoen aan de vereiste waarborgen inzake zedelijk gedrag en beroepsbekwaamheid.

§ 2. Om zijn zedelijk gedrag aan te tonen, moet de chauffeur:

1° van goed gedrag en zeden zijn;

2° in België of in het buitenland geen van de hiernavolgende in kracht van gewijsde getreden veroordelingen hebben opgelopen:

a) een criminele straf, al dan niet met uitstel;

b) een correctionele gevangenisstraf als hoofdstraf, langer dan zes maanden, of een werkstraf als hoofdstraf, langer dan honderd uren, al dan niet met uitstel;

c) een correctionele gevangenisstraf als hoofdstraf, van drie tot zes maanden, of een werkstraf als hoofdstraf, van vijftig tot honderd uren, al dan niet met uitstel, in de vijf jaar die de aanvraag tot inschrijving

d'inscription aux tests de sélection professionnelle visés à l'article 82quinquies, aux examens visés à l'article 82sexies, la demande de délivrance du certificat de capacité ou de la revalidation de celui-ci ;

d) plus de trois condamnations avec ou sans sursis pour infractions à la réglementation de la circulation routière, dans les trois ans qui précèdent la demande d'inscription aux tests de sélection professionnelle visés à l'article 82quinquies, aux examens visés à l'article 82sexies, la demande de délivrance du certificat de capacité ou de revalidation de celui-ci ;

e) plus d'une condamnation avec ou sans sursis pour conduite en état d'intoxication alcoolique, d'imprégnation alcoolique, d'ivresse ou sous l'effet d'autres substances qui influencent la capacité de conduite dans les trois ans qui précèdent la demande d'inscription aux tests de sélection professionnelle visés à l'article 82quinquies, aux examens visés à l'article 82sexies, la demande de délivrance du certificat de capacité ou de la revalidation de celui-ci ;

f) des condamnations correctionnelles ou de police qui, additionnées, excèdent trois mois d'emprisonnement principal ou des peines de travail principale qui, additionnées, excèdent cinquante heures, avec ou sans sursis, dans les trois ans qui précèdent la demande d'inscription aux tests de sélection professionnelle visés à l'article 82quinquies, aux examens visés à l'article 82sexies, la demande de délivrance du certificat de capacité ou de la revalidation de celui-ci ;

Il n'est pas tenu compte des condamnations effacées ou pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

§ 3. Pour justifier de sa capacité professionnelle, le chauffeur doit produire le certificat de capacité délivré par l'Administration et visé à l'article 82octies du présent arrêté.

Art. 82bis. § 1. Nul ne peut exercer la profession de chauffeur d'une voiture de location avec chauffeur s'il n'est titulaire d'un permis de conduire d'un véhicule de catégorie B au moins ou un permis de conduire européen de catégorie équivalente depuis au moins trois ans au moment de sa demande d'inscription aux tests de sélection professionnelle visés à l'article 82quinquies, s'il n'est pas domicilié en Belgique ou n'y dispose pas d'un domicile élu où toute convocation ou notification officielles pourront lui être faites valablement et s'il n'est pas titulaire et porteur du certificat de capacité délivré par l'Administration.

§ 2. Le certificat de capacité visé au paragraphe 1^{er} est valable uniquement pour exercer le métier de chauffeur de voitures de location avec chauffeur.

Art. 82ter. Pour obtenir son certificat de capacité, le candidat chauffeur doit se présenter à l'Administration, muni des documents suivants :

1° sa carte d'identité, ou, pour un ressortissant étranger, un document prouvant son identité, le cas échéant traduit dans une des langues nationales par un traducteur juré ;

2° le certificat de sélection médicale dûment validé ou l'attestation d'aptitude délivré en application de la réglementation fédérale applicable sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du candidat ;

3° le permis de conduire national belge de la catégorie B au moins ou un permis de conduire européen de catégorie équivalente ;

4° un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle et datant de moins de trois mois, attestant de sa moralité. En outre, pour les ressortissants étrangers, une attestation émanant de leur ambassade ou tout autre document établissant leurs bonne conduite, vie et mœurs antérieures à leur venue en Belgique, ou, le cas échéant, la preuve qu'ils bénéficient du statut de réfugié. Les candidats réfugiés et les ressortissants étrangers séjournant de manière légale et ininterrompue en Belgique depuis plus de cinq ans sont admissibles à la condition de produire un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle.

Pour justifier de sa moralité, le candidat chauffeur doit ne pas avoir encouru en Belgique ou à l'étranger une des condamnations coulées en force jugée, visées à l'article 82, § 2 ;

5° pour les ressortissants étrangers concernés, les documents dont l'obtention est requise en vue d'avoir le droit de fournir des prestations de travail en Belgique ;

6° une attestation de réussite aux tests de sélection professionnelle visés à l'article 82quinquies et aux examens visés à l'article 82sexies.

voor de in artikel 82quinquies bedoelde beroepsselectietesten, voor de in artikel 82sexies bedoelde examens, of tot het afleveren van het bekwaamheidscertificaat of tot de nieuwe geldigverklaring ervan voorafgaan;

d) meer dan drie veroordelingen, al dan niet met uitstel, voor inbreuken op het verkeersreglement, in de drie jaar die de aanvraag tot inschrijving voor de in artikel 82quinquies bedoelde beroepsselectietesten, voor de in artikel 82sexies bedoelde examens, of tot het afleveren van het bekwaamheidscertificaat of tot de nieuwe geldigverklaring ervan voorafgaan;

e) meer dan één veroordeling, al dan niet met uitstel, voor het besturen met alcoholintoxicatie, onder invloed, in staat van dronkenschap of onder invloed van andere stoffen die de rijvaardigheid beïnvloeden in de drie jaar die de aanvraag tot inschrijving voor de in artikel 82quinquies bedoelde beroepsselectietesten, voor de in artikel 82sexies bedoelde examens, of tot het afleveren van het bekwaamheidscertificaat of tot de nieuwe geldigverklaring ervan voorafgaan;

f) correctionele of politieveroordelingen die, alles samen, drie maanden gevangenisstraf als hoofdstraf overschrijden, of werkstraffen als hoofdstraf die, alles samen, vijftig uren overschrijden, al dan niet met uitstel, in de drie jaar die de aanvraag tot inschrijving voor de in artikel 82quinquies bedoelde beroepsselectietesten, voor de in artikel 82sexies bedoelde examens, of tot het afleveren van het bekwaamheidscertificaat of tot de nieuwe geldigverklaring ervan voorafgaan.

Er wordt geen rekening gehouden met de uitgewiste veroordelingen of de veroordelingen waarvoor de betrokkene eerherstel heeft gekregen.

§ 3. Om zijn vakbekwaamheid te bewijzen, moet de chauffeur het door de Administratie afgegeven en in artikel 82octies van dit besluit bedoelde bekwaamheidscertificaat voorleggen.

Art. 82bis. § 1. Niemand mag het beroep van chauffeur van een huurwagen met chauffeur uitoefenen als hij op het ogenblik van de aanvraag tot inschrijving voor de in artikel 82quinquies bedoelde beroepsselectietesten niet sinds minstens drie jaar houder is van een rijbewijs, minstens van categorie B, of van een Europees rijbewijs geldig voor dezelfde categorie, als hij zijn woonplaats niet in België heeft of er niet beschikt over een gekozen woonplaats waar hem elke oproeping of officiële betekening geldig gedaan zal kunnen worden, en als hij geen houder en drager is van het door de Administratie afgeleverde bekwaamheidscertificaat.

§ 2. Het in het eerste paragraaf bedoelde bekwaamheidscertificaat is enkel geldig voor het uitoefenen van het beroep van chauffeur van huurwagens met chauffeur.

Art. 82ter. Om het bekwaamheidscertificaat te ontvangen, moet de kandidaat-chauffeur zich bij de Administratie aanmelden en de volgende documenten bij zich hebben:

1° zijn identiteitskaart of, voor een buitenlandse onderdaan, een document waaruit zijn identiteit blijkt, in voorkomend geval vertaald in een van de landstalen door een beëdigde vertaler;

2° het naar behoren gevalideerde bewijs van medische schifting of het geschiktheidsattest, uitgereikt met toepassing van de geldende federale regelgeving, tenzij een daarop betrekking hebbende vermelding op het rijbewijs van de kandidaat staat;

3° het Belgische nationale rijbewijs van minstens categorie B of een Europees rijbewijs van een gelijkwaardige categorie;

4° een uittreksel uit het strafregister dat minder dan drie maanden oud is, afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering, en waaruit zijn zedelijk gedrag blijkt. Bovendien, voor de buitenlandse onderdanen, een attest van hun ambassade of elk ander document dat hun goed zedelijk gedrag bewijst vóór ze naar België zijn gekomen, of, in voorkomend geval, het bewijs dat zij over het statuut van vluchteling beschikken. Kandidaat-vluchtelingen en buitenlandse onderdanen die al langer dan vijf jaar wettig en onafgebroken in België verblijven, komen in aanmerking, op voorwaarde dat zij een uittreksel uit het strafregister overleggen, afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering.

Om zijn zedelijk gedrag aan te tonen mag de kandidaat-chauffeur in België of in het buitenland geen van de in artikel 82, § 2 in kracht van gewijsde gegane veroordelingen hebben opgelopen;

5° voor de betrokken buitenlandse onderdanen, de documenten die noodzakelijk zijn om het recht te hebben in België arbeidsprestaties te verrichten;

6° een getuigschrift waaruit blijkt dat de kandidaat geslaagd is voor de in artikel 82quinquies bedoelde beroepsselectietesten en voor de in artikel 82sexies bedoelde examens.

Art. 82^{quater}. § 1^{er}. Pour obtenir le certificat de capacité permettant d'exercer la profession de chauffeur de voitures location avec chauffeur, le candidat sollicitant pareil certificat doit préalablement s'inscrire et assister à une séance d'information relative au métier de chauffeur de voitures de location avec chauffeur organisée soit par la Région elle-même soit par un organisme préalablement désigné à cette fin par le Ministre.

§ 2. Au terme de la séance d'information, la personne qui a participé à toute cette séance se voit remettre un visa d'assistance par l'Administration ou par l'organisme désigné visé au § 1^{er}.

Art. 82^{quinquies}. § 1. Sur présentation du visa d'assistance visé à l'article 82^{quater}, § 2 ainsi que tous les documents énumérés à l'article 82^{ter}, 1° à 5°, le candidat est admis à s'inscrire aux tests de sélection professionnelle organisés par l'Administration et comprenant notamment les deux phases suivants :

1) un test de jugement situationnel destiné à vérifier notamment dans le chef du candidat:

a) sa capacité à réagir adéquatement au stress lié notamment à la circulation routière et au contact avec la clientèle ;

b) sa capacité à demeurer respectueux dans toutes les circonstances liées à une activité professionnelle dans le secteur du transport rémunéré de personnes ;

c) son degré d'engagement dans la perspective de l'exercice du métier de chauffeur de voitures de location avec chauffeur et notamment à propos de la qualité du service à rendre à la clientèle dont la prise en charge des personnes à mobilité réduite ;

d) sa capacité à s'adapter à des circonstances concrètes imprévues se rencontrant habituellement dans le cadre de l'exercice du métier de chauffeur de voitures de location avec chauffeur.

Ce test est réalisé à l'aide d'un programme informatique adapté et sur un ordinateur mis à la disposition du candidat.

2) un questionnaire de personnalité destiné à vérifier notamment dans le chef du candidat :

a) sa capacité d'écoute active, notamment pour éviter des malentendus à propos de la commande du client, en ce compris le client à mobilité réduite ;

b) sa capacité à communiquer oralement afin de bien se faire comprendre du client, des agents de l'Administration et des tiers ;

c) sa connaissance de la langue française ou de la langue néerlandaise.

Ce questionnaire est réalisé à l'aide d'un programme informatique adapté et sur un ordinateur mis à la disposition du candidat.

Le Ministre est habilité à ajouter des phases complémentaires aux tests de sélection professionnelle visés dans le présent paragraphe.

§ 2. Au moment de son inscription à l'Administration, l'intéressé communique, outre ses nom, prénom et adresse de son domicile légal, son adresse électronique ainsi que son numéro de GSM auxquels il peut être joint.

L'Administration remet à l'intéressé l'ensemble des informations et documents relatifs à la présentation de ces tests.

§ 3. Ne peuvent participer à la phase 2 visée au paragraphe 1^{er} que les candidats déclarés aptes à la phase 1.

§ 4. Le candidat ayant triché aux tests de sélection professionnelle sera immédiatement exclu et son exclusion sera confirmée par le responsable de la Direction chargée du Transport rémunéré de personnes au sein de l'Administration et notifiée à l'intéressé.

§ 5. En cas d'échec à une des phases des tests visé au paragraphe 1^{er}, un candidat n'est admis à se réinscrire aux tests de sélection professionnelle qu'après un délai de deux mois prenant cours à la notification de la décision d'échec. Si le candidat échoue à trois reprises, il n'est admis à se réinscrire aux tests de sélection professionnelle qu'après un délai d'un an prenant cours à la notification de la dernière décision d'échec.

§ 6. Au terme des tests de sélection professionnelle, le candidat les ayant réussis se voit remettre par l'Administration une attestation de réussite.

§ 7. Sans préjudice des taxes visées à l'article 33 de l'ordonnance, la couverture des frais générés par les tests de sélection professionnelle est assurée intégralement par la Région.

Art. 82^{quater}. § 1. Om het bekwaamheidscertificaat te verkrijgen dat toegang verleent tot de uitoefening van het beroep van chauffeur van huurwagens met chauffeur, moet de kandidaat die een dergelijk certificaat aanvraagt zich vooraf inschrijven voor een infosessie over het beroep van chauffeur van huurwagens met chauffeur en die bijwonen. De sessie wordt georganiseerd door het Gewest zelf of door een daartoe door de minister vooraf aangewezen organisatie.

§ 2. Voor zover hij die sessie volledig heeft bijgewoond, ontvangt de deelnemer na afloop ervan een aanwezigheidsattest van de Administratie of van de in § 1 bedoelde aangewezen organisatie.

Art. 82^{quinquies}. § 1. Op vertoon van het in artikel 82^{quater}, § 2 bedoelde aanwezigheidsattest en van alle documenten opgesomd in artikel 82^{ter}, 1° tot 5° kan de kandidaat zich inschrijven voor de beroepsselectietesten die de Administratie organiseert en die onder meer de volgende twee fases omvatten:

1) een situationele beoordelingstest die bij de kandidaat onder andere peilt naar:

a) zijn vermogen om gepast met stress om te gaan, met name stress door het wegverkeer en het contact met de klanten;

b) zijn vermogen om bij een beroepsactiviteit in de sector van het personenvervoer tegen betaling in alle omstandigheden respectvol te blijven;

c) de graad van betrokkenheid in het vooruitzicht van de uitoefening van het beroep van chauffeur van huurwagens met chauffeur, in het bijzonder wat de kwaliteit van de dienstverlening aan de klant betreft, waaronder het vervoeren van personen met beperkte mobiliteit;

d) zijn aanpassingsvermogen aan concrete, onvoorziene omstandigheden die zich gewoonlijk voordoen in het kader van de uitoefening van het beroep van chauffeur van huurwagens met chauffeur.

Deze test wordt via een aangepast informaticaprogramma afgenomen met behulp van een computer die aan de kandidaat ter beschikking wordt gesteld.

2) een persoonlijkheidstest die bij de kandidaat onder andere peilt naar:

a) zijn vermogen om actief te luisteren, in het bijzonder om over de opdracht misverstanden te vermijden met de klant, met inbegrip van de klant met beperkte mobiliteit;

b) zijn mondelinge communicatievaardigheid met de klant, de ambtenaren van de Administratie en derden, met het oog op een goed begrip;

c) zijn kennis van de Nederlandse of de Franse taal.

Deze test wordt via een aangepast informaticaprogramma afgenomen met behulp van een computer die aan de kandidaat ter beschikking wordt gesteld.

De minister mag bijkomende fases toevoegen aan de in deze paragraaf bedoelde beroepsselectietesten.

§ 2. Bij zijn inschrijving bij de Administratie deelt de betrokkene, behalve zijn naam, voornaam en het adres van zijn wettelijke woonplaats, tevens zijn e-mailadres en zijn gsm-nummer mee waarop hij bereikt kan worden.

De Administratie overhandigt de betrokkene alle inlichtingen en documenten aangaande het afleggen van deze testen.

§ 3. Alleen de kandidaten die geschikt verklaard worden voor fase 1 kunnen deelnemen aan de fase 2 zoals bedoeld in § 1.

§ 4. De kandidaat die bij de beroepsselectietesten bedrog pleegt, wordt onmiddellijk uitgesloten; zijn uitsluiting wordt door de verantwoordelijke van de voor het bezoldigde personenvervoer bevoegde directie binnen de Administratie bevestigd en meegedeeld aan de betrokkene.

§ 5. De kandidaat die niet geslaagd is voor een van de fases van de in § 1 bedoelde test kan zich pas opnieuw inschrijven voor de beroepsselectietesten na het verstrijken van een termijn van twee maanden die ingaat vanaf de betekening van de beslissing van het niet-slagen voor de testen. De kandidaat die tot drie keer toe niet slaagt, kan zich pas opnieuw inschrijven voor de beroepsselectietesten na het verstrijken van een termijn van één jaar die ingaat vanaf de betekening van de laatste beslissing van het niet-slagen voor de testen.

§ 6. Na afloop van de beroepsselectietesten overhandigt de Administratie de geslaagde kandidaat een slaagattest.

§ 7. Onverminderd de in artikel 33 van de ordonnantie bedoelde taksen, worden de kosten van de beroepsselectietesten volledig door het Gewest gedragen.

§ 8. Le candidat ayant passé et réussi les tests de sélection professionnelle visés aux articles 14 et 15 du présent arrêté et dont l'attestation de réussite est valide, est dispensé de passer et réussir les tests visés au présent article.

Art. 82sexies. § 1. Sur présentation de l'attestation de réussite aux tests de sélection professionnelle visée à l'article 82quinquies, § 6 ainsi que des documents énumérés à l'article 82ter, 1° à 5°, le candidat reçoit un syllabus préparatoire aux examens et est admis à s'inscrire aux examens organisés par l'Administration.

§ 2. Avant de présenter ces examens, le candidat peut, selon son choix personnel et sans qu'il ne doive s'en justifier auprès de l'Administration :

a) se préparer seul, au moyen du syllabus communiqué par l'Administration conformément à l'article 82sexies, § 1 ; b)

b) participer à une formation dispensée par un organisme de formation de son choix.

§ 3. Les examens se composent d'un ou plusieurs examens écrits et d'un ou plusieurs examens oraux.

Les examens écrits portent au moins sur la réglementation générale relative aux services de location de voitures avec chauffeur et sur les réglementations et matières en lien avec l'activité de chauffeur de voitures de location avec chauffeur, notamment l'accueil et la prise en charge des personnes à mobilité réduite et la réglementation relative à la sécurité routière.

Les examens oraux portent au moins sur les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice du métier et la lecture de cartes à savoir, la localisation et dans un temps imparti d'un lieu de destination précis à l'aide d'un guide des rues de la Région.

§ 4. Pour satisfaire aux examens, le candidat doit obtenir un minimum de 60 % des points dans chacune des épreuves.

§ 5. Les examens sont présentés en français ou en néerlandais, en fonction de la langue choisie par le candidat au moment de son inscription.

Les représentants des chauffeurs de location de voitures avec chauffeur au sein du Comité consultatif peuvent désigner par consensus et parmi eux un observateur pour assister aux examens.

Le candidat ayant triché aux examens sera immédiatement exclu et son exclusion sera confirmée par le Comité de délibération et notifiée à l'intéressé.

La réussite ou l'échec aux examens est décidé par un comité de délibération composé des examinateurs internes ou externes à l'Administration auprès desquels les examens auront été présentés et de deux personnes désignées par le Ministre au sein de l'Administration et dont l'une assure la présidence.

Le candidat peut obtenir le détail de ses résultats aux examens sur demande écrite adressée à l'Administration.

Sans préjudice des taxes visées à l'article 33 de l'ordonnance, la couverture des frais générés par les examens est assurée intégralement par la Région.

§ 6. En cas de réussite aux examens, le candidat se voit remettre une attestation de réussite.

En cas d'échec, le candidat ne peut se réinscrire aux examens qu'après l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'échec. Le candidat ayant échoué à trois reprises ne sera admis à se réinscrire aux examens qu'après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la troisième décision d'échec.

§ 7. Les candidats ayant réussi les examens visés au paragraphe 3 sont invités par l'Administration à suivre, aux frais de la Région, un cours facultatif de conduite écologique. Par cours de conduite écologique, on entend une formation de conduite à la fois économique et écologique dispensée par un professionnel de la conduite automobile préalablement désigné par la Région et comportant un volet théorique et un apprentissage pratique au volant.

Art. 82septies § 1^{er}. Le candidat qui ne se présente pas ou qui se présente en retard aux tests de sélection professionnelle visés à l'article 82quinquies et pour lesquels il était inscrit ou qui abandonne en cours est considéré comme ayant échoué sauf présentation d'un certificat médical original.

Le candidat qui ne se présente pas ou qui se présente en retard aux examens visés à l'article 82sexies et pour lesquels il était inscrit ou qui abandonne en cours est considéré comme ayant échoué sauf présentation d'un certificat médical original produit avant la délibération du Comité de délibération.

§ 8. De kandidaat die de in artikel 14 en 15 van dit besluit bedoelde beroepsselectietesten heeft afgelegd en geslaagd is, en over een geldig getuigschrift beschikt, waaruit blijkt dat hij geslaagd is, moet de in dit artikel bedoelde testen niet meer afleggen of ervoor slagen.

Art. 82sexies. § 1. Op vertoon van het in artikel 82quinquies, § 6 bedoelde getuigschrift, waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor de beroepsselectietesten, en van de in artikel 82ter, 1° tot 5° opgesomde documenten, ontvangt de kandidaat een voorbereidende syllabus en wordt hij toegelaten tot de inschrijving voor de door de Administratie georganiseerde examens.

§ 2. Voor hij zich aanmeldt voor deze examens kan de kandidaat er, zonder dat een rechtvaardiging ten aanzien van de Administratie nodig is, vrij voor kiezen:

a) zich zelf voor te bereiden, met behulp van de hem door de Administratie bezorgde syllabus overeenkomstig artikel 82sexies, § 1 ;

b) deel te nemen aan een opleiding via een opleidingsinrichting van zijn keuze.

§ 3. De examens bestaan uit een of meer schriftelijke proeven en een of meer mondelinge proeven.

De schriftelijke proeven handelen minstens over de algemene reglementering betreffende de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur en over de reglementering en aangelegenheden die verband houden met de activiteiten van chauffeur van huurwagens met chauffeur, onder meer het onthaal en het vervoer van personen met beperkte mobiliteit en de regelgeving inzake verkeersveiligheid.

De mondelinge proeven betreffen minstens de taalkennis die nodig is voor de uitoefening van het beroep en het kaartlezen, namelijk, met behulp van een gewestelijke stratengids en binnen de toegelaten tijd een door de klant gekozen precieze bestemming aanduiden.

§ 4. Om te slagen voor de proeven moet de kandidaat minstens 60% van de punten behalen voor elk onderdeel ervan.

§ 5. De kandidaat legt de proeven af in het Frans of in het Nederlands, naargelang de taal die hij bij zijn inschrijving heeft gekozen.

De vertegenwoordigers van de chauffeurs van huurwagens met chauffeur in het Adviescomité kunnen bij consensus onder elkaar een waarnemer aanwijzen om de proeven bij te wonen.

De kandidaat die bij de examens bedrog pleegt, wordt onmiddellijk uitgesloten. Zijn uitsluiting wordt door de deliberatiecommissie bevestigd en aan de betrokkene meegedeeld.

De deliberatiecommissie beslist over het al dan niet slagen voor de proeven. Ze is samengesteld uit de examinatoren van binnen of buiten de Administratie, bij wie de proeven werden afgelegd en twee door de minister aangewezen personen van de Administratie, van wie er één voorzitter is.

Op schriftelijk verzoek aan de Administratie kan de kandidaat de gedetailleerde uitslagen van zijn proeven krijgen.

Onverminderd de in artikel 33 van de ordonnantie bedoelde taksen, worden de kosten van de proeven volledig door het Gewest gedragen.

§ 6. De geslaagde kandidaat krijgt een getuigschrift overhandigd, waaruit blijkt dat hij voor de examens geslaagd is.

De kandidaat die niet geslaagd is, kan zich pas opnieuw inschrijven na het verstrijken van een termijn van twee maanden die ingaat vanaf de betekening van de beslissing in verband met het zakken voor de testen. De kandidaat die tot drie keer toe niet slaagt, kan zich pas opnieuw inschrijven voor de examens na het verstrijken van een termijn van één jaar die ingaat vanaf de betekening van de derde beslissing van het niet-slagen voor de testen.

§ 7. De Administratie verzoekt de voor de in § 3 bedoelde examens geslaagde kandidaten een niet-verplichte ecologische rijopleiding te volgen op kosten van het Gewest. Onder een ecologische rijopleiding verstaat men een rijopleiding, zowel economisch als ecologisch, gegeven door een vooraf door het Gewest aangewezen professionele rijinstructeur. Deze opleiding bevat een theoretisch luik en een praktische rijopleiding achter het stuur.

Art. 82septies. § 1. De kandidaat die niet komt opdagen of te laat verschijnt voor de in artikel 82quinquies bedoelde beroepsselectietesten waarvoor hij ingeschreven is, of die opgeeft, wordt als niet geslaagd beschouwd, tenzij hij het origineel van een medisch attest kan voorleggen.

De kandidaat die niet komt opdagen of te laat verschijnt voor de in artikel 82sexies bedoelde examens waarvoor hij ingeschreven is, of die opgeeft, wordt als niet geslaagd beschouwd, tenzij hij het origineel van een medisch attest kan voorleggen vóór de beraadslaging van de deliberatiecommissie.

§ 2 Seront exclus par décision du responsable de la Direction chargée du Transport rémunéré de personnes au sein de l'Administration pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans du droit d'assister à une nouvelle séance d'information, de présenter les tests de sélection professionnelle ou les examens, les candidats qui soit :

1. auront triché aux tests ou aux examens ;
2. auront détourné du matériel ou auront volontairement détérioré le matériel ou les locaux de l'Administration ;
3. auront usé de manœuvres en vue d'influencer en leur faveur un examinateur ou tout autre agent de l'Administration.
4. auront eu recours à un procédé d'usurpation d'identité pour assister à la séance d'information ou pour faire présenter les tests de sélection professionnelle ou les examens par une autre personne à leur place.
5. auront manqué de politesse ou de respect envers les conférenciers, examinateurs ou agents ou réposés de l'Administration.

§ 3. Le visa d'assistance visé à l'article 82^{quater}, § 2, l'attestation de réussite aux tests de sélection professionnelle visée à l'article 82^{quinquies}, § 6 et l'attestation de réussite aux examens visée à l'article 82^{sexies}, § 6 ont une durée de validité de deux ans à compter de la date de leur délivrance.

Art. 82^{octies}. Sur présentation des documents visés à l'article 82^{ter} ainsi que d'un contrat de travail ou d'une convention de formation prouvant que le candidat est engagé auprès d'un exploitant d'un service de location de voitures avec chauffeur en qualité de chauffeur de voitures de location avec chauffeur et d'une copie de l'accusé de réception de la déclaration DIMONA en rapport avec ce contrat, il est remis à l'intéressé le certificat de capacité de chauffeur de voitures de location avec chauffeur.

Pour les travailleurs ayant le statut de chauffeurs indépendants conformément à la réglementation sociale, le certificat de capacité n'est délivré que sur présentation des documents visés à l'article 82^{ter} ainsi que de la preuve de l'affiliation de l'intéressé auprès d'une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Art. 82^{nonies}. Tous les quatre ans, à compter de la remise du certificat de capacité, les chauffeurs doivent suivre une formation de remise à niveau dont les modalités sont fixées par un arrêté particulier.

Art. 82^{decies}. Le certificat de capacité mentionne que le chauffeur est engagé chez un ou plusieurs employeurs et reprend notamment le nom du ou des employeur(s), leurs numéros DIMONA, les jours d'occupation ainsi que le ou les numéro(s) d'immatriculation à l'O.N.S.S.

Les données contenues dans le certificat de capacité sont modifiées et mises à jour à l'occasion de tout changement relatif aux renseignements concernant son titulaire et plus particulièrement en cas de changement d'employeur ou de régime de travail. A cet effet, les chauffeurs sont tenus de se présenter à l'Administration dans les dix jours de l'événement qui justifie la modification ou la mise à jour.

Art. 82^{undecies}. Tout chauffeur qui n'est plus effectivement au travail est tenu de restituer le certificat de capacité à l'Administration dans les dix jours ouvrables à compter de la cessation de son activité de chauffeur de voitures de location avec chauffeur.

A défaut de restitution volontaire du certificat de capacité, la récupération de celui-ci peut notamment être assurée par les fonctionnaires et agents visés à l'article 37 de l'ordonnance.

Art. 82^{duodecies}. La revalidation des certificats de capacité des chauffeurs a lieu tous les deux ans, au plus tard trois mois après la date d'anniversaire de naissance du chauffeur, les années paires pour les chauffeurs nés une année paire et les années impaires pour les chauffeurs nés une année impaire.

Le certificat de capacité d'un chauffeur né une année paire est valide à compter de la date de sa délivrance jusqu'à trois mois après la date de l'anniversaire de naissance du chauffeur qui survient au cours de l'année paire suivant l'année de la délivrance du certificat de capacité.

Le certificat de capacité d'un chauffeur né une année impaire est valide à compter de la date de sa délivrance jusqu'à trois mois après la date de l'anniversaire de naissance du chauffeur qui survient au cours de l'année impaire suivant l'année de la délivrance du certificat de capacité.

Les chauffeurs sont tenus de se présenter à l'Administration tous les deux ans, au plus tard trois mois après leur date d'anniversaire de naissance, munis d'un extrait de casier judiciaire, délivré conformément

§ 2. Worden bij beslissing van de verantwoordelijke van de voor het bezoldigde personenvervoer bevoegde directie binnen de Administratie voor een periode gaande tot tien jaar uitgesloten van het recht om een nieuwe infossessie bij te wonen, de beroepsselectietesten of de examens, de kandidaten die:

1. bedrog hebben gepleegd bij de testen of de examens;
2. zich schuldig hebben gemaakt aan verduistering van materiaal of opzettelijk het materiaal of de lokalen van de Administratie hebben beschadigd;
3. handelingen hebben verricht met het oog op het beïnvloeden, in hun voordeel, van een examiner of elk ander personeelslid van de Administratie;
4. zich een valse naam hebben toegeëigend of laten toe-eigenen om de infossessie bij te wonen of iemand anders de selectietesten of de examens in hun plaats te laten afleggen;
5. zich onbeleefd of oneerbiedig hebben gedragen tegenover de examinatoren of de personeelsleden of aangestelden van de Administratie.

§ 3. Het in artikel 82^{quater}, § 2 bedoelde aanwezigheidsattest, het in artikel 82^{quinquies}, § 6 bedoelde getuigschrift waaruit blijkt dat de betrokkene geslaagd is voor de beroepsselectietesten of de in artikel 82^{sexies}, § 6 bedoelde examens, hebben een geldigheidsduur van twee jaar, te rekenen vanaf de datum van afgifte.

Art. 82^{octies}. Op vertoon van de in artikel 82^{ter} bedoelde documenten en van de arbeidsovereenkomst of opleidingsovereenkomst, waaruit blijkt dat de kandidaat als chauffeur in dienst is genomen bij een exploitant van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, en van een kopie van het ontvangstbericht van de DIMONA-aangifte voor die overeenkomst, krijgt de betrokkene het bekwaamheidscertificaat van chauffeur van huurwagens met chauffeur.

Voor de werknemers met het statuut van zelfstandige chauffeur conform de sociale regelgeving wordt het bekwaamheidscertificaat slechts afgeleverd op vertoon van de in artikel 82^{ter} bedoelde documenten, en van het bewijs dat de betrokkene is aangesloten bij een sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen.

Art. 82^{nonies}. Om de vier jaar vanaf de afgifte van het bekwaamheidscertificaat moeten de chauffeurs een opfrissingscursus volgen, waarvan de nadere regels bij een afzonderlijk besluit worden bepaald.

Art. 82^{decies}. Het bekwaamheidscertificaat verklaart dat de chauffeur werkt voor een of meer werkgevers, en vermeldt in het bijzonder de naam van de werkgever of werkgevers, hun DIMONA-nummers, de dagen van tewerkstelling alsook het of de inschrijvingsnummers bij de RSZ.

De gegevens op het bekwaamheidscertificaat worden aangepast en bijgewerkt telkens als de inlichtingen over de houder ervan wijzigen, in het bijzonder bij verandering van werkgever of arbeidsregeling. Daartoe moeten de chauffeurs zich bij de Administratie aanmelden binnen de tien dagen nadat de gebeurtenis zich heeft voorgedaan die de aanpassing of bijwerking rechtvaardigt.

Art. 82^{undecies}. Elke chauffeur die niet meer daadwerkelijk werkt, moet het bekwaamheidscertificaat aan de Administratie teruggeven, binnen de tien werkdagen te rekenen vanaf de stopzetting van zijn activiteit als chauffeur van huurwagens met chauffeur.

Als het bekwaamheidscertificaat niet vrijwillig wordt ingeleverd, kunnen in het bijzonder de ambtenaren en beambten, bedoeld in artikel 37 van de ordonnantie, dit document recupereren.

Art. 82^{duodecies}. De bekwaamheidscertificaten van de chauffeurs dienen om de twee jaar opnieuw geldig verklaard te worden, uiterlijk drie maanden na de verjaardag van de chauffeur, in even jaren voor de chauffeurs geboren in een even jaar en in oneven jaren voor de chauffeurs geboren in een oneven jaar.

Het bekwaamheidscertificaat van een chauffeur geboren in een even jaar is geldig vanaf de uitreikingsdatum tot drie maanden na de verjaardag van de chauffeur die valt in de loop van het even jaar dat volgt op het jaar waarin het bekwaamheidscertificaat uitgereikt werd.

Het bekwaamheidscertificaat van een chauffeur geboren in een oneven jaar is geldig vanaf de uitreikingsdatum tot drie maanden na de verjaardag van de chauffeur die valt in de loop van het oneven jaar dat volgt op het jaar waarin het bekwaamheidscertificaat uitgereikt werd.

Elke chauffeur moet zich om de twee jaar, uiterlijk drie maanden na zijn verjaardag, bij de administratie aanmelden met een uittreksel uit het strafregister dat minder dan drie maanden oud is, afgegeven

à l'article 596, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle, datant de moins de trois mois ainsi que du certificat de sélection médicale ou de l'attestation d'aptitude délivrés en application de la réglementation fédérale applicable en cours de validité sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du chauffeur. Sans préjudice de l'article 105quinquies, alinéa 3, cette présentation permet la revalidation des certificats de capacité. Mention de cette revalidation sera faite sur leur certificat de capacité.

Tout certificat de capacité non revalidé est caduc et doit être restitué à l'Administration.

A défaut de restitution volontaire du certificat de capacité, la récupération de celui-ci peut être assurée par les fonctionnaires et agents visés à l'article 37 de l'ordonnance.

La revalidation du certificat de capacité sera refusée si le certificat de sélection médicale ou l'attestation d'aptitude délivrés en application de la réglementation fédérale applicable est périmé ou si l'extrait de casier judiciaire, délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle, laisse apparaître que des condamnations, encourues depuis le dernier visa, ne permettent plus de considérer le chauffeur comme présentant les garanties de moralité visées à l'article 82, § 2 du présent arrêté.

Les chauffeurs qui n'auront pas fait revalider leur certificat de capacité deux fois de suite, se verront obligés de représenter les séances d'information, tests et examens visés aux articles 82quater à 82sexies, en vue de l'obtention d'un nouveau certificat de capacité.

Art. 82terdecies. La péremption de la sélection médicale ou de l'aptitude constatée en application de la réglementation fédérale applicable entraîne de plein droit la caducité du certificat de capacité.

Art. 82quaterdecies. Sans préjudice de l'obligation d'être en possession de ces documents dès la survenance de l'événement, les chauffeurs sont tenus d'informer l'Administration, dans les dix jours ouvrables à compter de la survenance de l'événement, de tout changement de domicile, en présentant leur carte d'identité ainsi que de tout changement d'employeur en présentant une copie de leur nouveau contrat de travail ou de leur nouvelle convention de formation.

Les chauffeurs sont tenus d'informer l'Administration dans les trois mois, à dater de la survenance de l'évènement, de toute condamnation pénale coulée en force de chose jugée prononcée à leur égard, en en présentant un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle.

Sous-section 2 : Obligations des chauffeurs en service.

Art. 83. § 1. Lorsqu'ils sont en service, les chauffeurs sont tenus d'être porteurs des documents suivants :

1° le certificat de capacité délivré par l'Administration, en cours de validité ;

2° le certificat de sélection médicale ou l'attestation d'aptitude délivrés en application de la réglementation fédérale applicable, en cours de validité sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du chauffeur ;

3° le permis de conduire belge ou le permis de conduire européen de la catégorie " B ", au moins ;

4° la carte d'identité ;

5° s'il est salarié, et qu'il bénéficie d'un complément de chômage, du document C3 délivré par l'ONEm dûment complété ; s'il est indépendant, copie de son attestation d'affiliation à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ;

6° s'il est salarié à temps partiel, une copie de son contrat de travail spécifiant les jours et horaires de travail.

§ 2. Les chauffeurs doivent être en mesure de remettre de façon imprimée ou via un support électronique à tout moment les documents visés à l'article 79.

§ 3. Les documents visés au présent article doivent être présentés à toute réquisition des fonctionnaires et agents visés à l'article 37 de l'ordonnance.

overeenkomstig artikel 596, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering, alsook met het bewijs van medische schifting of het geschiktheidsattest, uitgereikt met toepassing van de geldende federale regelgeving, tenzij een daarop betrekking hebbende vermelding op het rijbewijs van de chauffeur staat. Onverminderd artikel 105quinquies, derde lid worden de bekwaamheidscertificaten ingevolge deze aanmelding opnieuw geldig verklaard. De nieuwe geldigverklaring wordt op hun bekwaamheidscertificaat vermeld.

Elk niet-hernieuwd bekwaamheidscertificaat is ongeldig en moet aan de Administratie worden teruggegeven.

Als het bekwaamheidscertificaat niet vrijwillig wordt ingeleverd, kunnen in het bijzonder de ambtenaren en beampten, bedoeld in artikel 37 van de ordonnantie, dit document recupereren.

De nieuwe geldigverklaring van het bekwaamheidscertificaat zal worden geweigerd als het bewijs van medische schifting of het geschiktheidsattest, uitgereikt met toepassing van de geldende federale regelgeving, vervallen is, of als uit het uittreksel uit het strafregister, afgegeven overeenkomstig artikel 596, eerste lid van het Wetboek van Strafvordering, blijkt dat de chauffeur sinds de laatste goedkeuring veroordelingen heeft opgelopen, waardoor hij niet meer over de in artikel 82, § 2 van dit besluit bedoelde gewaarborgde eisen op het vlak van zedelijk gedrag beschikt.

De chauffeurs van wie het bekwaamheidscertificaat twee opeenvolgende keren niet opnieuw geldig verklaard werd, zijn verplicht opnieuw de in de artikelen 82quater tot 82sexies bedoelde infossessies, testen en examens bij te wonen en af te leggen om een nieuw bekwaamheidscertificaat te behalen.

Art. 82terdecies. Door het vervallen van de medische schifting of van het geschiktheidsattest, vastgesteld met toepassing van de geldende federale regelgeving, wordt het bekwaamheidscertificaat van rechtswege ongeldig.

Art. 82quaterdecies. Onverminderd de verplichting deze documenten bij zich te hebben zodra de situatie zich voordoet, moeten de chauffeurs binnen een termijn van tien werkdagen nadat de situatie zich heeft voorgedaan de Administratie op de hoogte brengen van elke wijziging van woonplaats door hun identiteitskaart voor te leggen, alsook van elke verandering van werkgever door een afschrift van hun nieuwe arbeidsovereenkomst of nieuwe opleidingsovereenkomst voor te leggen.

De chauffeurs zijn ertoe gehouden de Administratie op de hoogte te brengen binnen een termijn van drie maanden na het voorval, van elke in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke veroordeling ten opzichte van die persoon, door het overleggen van een uittreksel uit het strafregister afgeleverd overeenkomstig artikel 596, eerste lid van het Wetboek van strafvordering.

Onderafdeling 2: Verplichtingen van dienstdoende chauffeurs.

Art. 83. § 1. Dienstdoende chauffeurs worden geacht in het bezit te zijn van de volgende documenten:

1° een geldig door de Administratie afgegeven bekwaamheidscertificaat;

2° een geldig bewijs van medische schifting of een geldig geschiktheidsattest, uitgereikt met toepassing van de geldende federale regelgeving, tenzij een daarop betrekking hebbende vermelding op het rijbewijs van de chauffeur staat;

3° een Belgisch rijbewijs van minstens categorie B of een gelijkwaardig Europees rijbewijs;

4° de identiteitskaart;

5° voor werknemers in loondienst die een aanvullende werkloosheidsuitkering krijgen, een door de RVA afgegeven en correct ingevuld C3-formulier; voor zelfstandige werknemers, een afschrift van hun aansluitingsattest bij een sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen;

6° indien hij voltijdse werknemer is, een kopie van zijn arbeidsovereenkomst waarin de werkdagen en -tijden worden vastgelegd.

§ 2. De chauffeurs moeten in staat zijn op elk moment de in artikel 79 bedoelde documenten in afgedrukte versie of op elektronische wijze te bezorgen.

§ 3. De in dit artikel vermelde documenten moeten bij elke vordering van de in artikel 37 van de ordonnantie bedoelde ambtenaren en beampten worden voorgelegd.

Art. 83bis. § 1. Les chauffeurs sont tenus de porter une tenue correcte. Par tenue correcte, il y a lieu d'entendre le port de vêtements répondant aux spécifications du § 2 du présent article.

§ 2. Ces vêtements répondent aux spécifications suivantes :

1° pour le personnel masculin : un blouson ou veston de teinte unie, un pantalon de teinte unie, une chemise de teinte unie et des chaussures fermées ;

2° pour le personnel féminin : un blouson ou veston de teinte unie, un pantalon ou une jupe de teinte unie, une chemise de teinte unie et des chaussures fermées

Par temps chaud, le port du blouson et du veston n'est pas obligatoire. Par temps froid, le port d'un pull uni est autorisé.

Art. 83ter. Les chauffeurs sont tenus :

1° de se comporter en toutes circonstances, avec politesse et respect envers le public, la clientèle, les collègues et les représentants de l'Administration et notamment les agents chargés du contrôle et de la surveillance des taxis et voitures de location avec chauffeur ;

2° à la fin de l'exécution de chaque contrat de location, de reconduire le véhicule directement et par la voie la plus rapide au siège de l'entreprise ;

3° d'obtempérer aux injonctions des fonctionnaires et agents visés à l'article 37 de l'ordonnance ;

Les chauffeurs qui auront fait l'objet d'un procès-verbal ou d'une plainte déclarée fondée pour attitude grossière ou agressive, pourront se voir contraints, sans préjudice des sanctions administratives pouvant leur être éventuellement infligées, de passer ou repasser et de réussir les tests de sélection professionnelle visés à l'article 82quinquies du présent arrêté. Si un chauffeur dûment convoqué ne se présente pas à ces tests, sans motif valable, ou si le contenu du rapport dressé après le test passé ou repassé le justifie, son certificat de capacité peut être retiré à titre définitif conformément aux articles 105ter à 105sexies.

Art. 83quater. Les chauffeurs ne peuvent laisser stationner le véhicule ni circuler sur la voie publique ou sur une voie privée visible du public ou accessible au public que si le véhicule est en service pour avoir fait l'objet d'une location préalable au siège de l'entreprise conformément à l'article 79.

Art. 83quinquies. Il est interdit aux chauffeurs :

1° d'assurer leur service en compagnie de personnes autres que la clientèle ou en compagnie d'un animal ;

2° de fumer dans le véhicule ;

3° de laisser conduire par un tiers leur véhicule en charge ;

4° de charger dans leur véhicule des objets pouvant détériorer ou souiller les garnitures intérieures ;

5° de faire fonctionner un poste de radio, un lecteur de disque ou un enregistreur sauf avec l'accord du voyageur ;

6° de racoler des clients ou de faire racoler des clients par autrui. »

Art. 14. Dans la Section 3 du Chapitre I^{er} du Titre III, il est inséré un article 83sexies libellé comme suit :

« Art. 83sexies. Avant la mise en circulation des véhicules visés dans l'acte d'autorisation et, à toute requête de l'Administration, l'exploitant est tenu de présenter les documents suivants, établis à son nom à l'exception de ceux visés au 2° et 4° :

1° la facture d'achat de chaque véhicule exploité, le contrat de vente à tempérament, le contrat de location-financement ou le contrat de location-vente ;

2° le certificat de visite du véhicule prévu à l'article 24 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, dûment validé, pour l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur ;

3° la police d'assurance mentionnant que :

a) la responsabilité civile de l'exploitant est couverte pour les dommages causés aux personnes transportées et aux tiers à l'occasion de l'usage de son véhicule ;

Art. 83bis. § 1. De chauffeurs moeten keurige kleding dragen. Onder keurige kleding dient men te verstaan kleding die voldoet aan de specificaties van de tweede paragraaf van dit artikel.

§ 2. Deze kleding voldoet aan de volgende specificaties:

1° voor mannelijk personeel: een effen jek of jas, een effen broek, een effen hemd en gesloten schoenen;

2° voor vrouwelijk personeel: een effen jek of jas, een effen broek of jurk, een effen hemd en gesloten schoenen.

Bij warm weer is het dragen van het jek en de jas niet verplicht. Bij koud weer is het dragen van een effen pullover toegestaan.

Art. 83ter. De chauffeurs moeten:

1° zich in alle omstandigheden beleefd en eerbiedig gedragen tegenover het publiek, de klanten, de collega's en de vertegenwoordigers van de Administratie, meer bepaald de beambten belast met de controle en het toezicht op taxi's en huurwagens met chauffeur;

2° na de uitvoering van elk huurcontract het voertuig onmiddellijk en langs de kortst mogelijke weg naar de zetel van de onderneming terugbrengen;

3° gevolg geven aan de bevelen van de ambtenaren en beambten bedoeld in artikel 37 van de ordonnantie.

De chauffeurs ten aanzien van wie een proces-verbaal werd opgesteld of een gegrond bevonden klacht werd ingediend wegens onge-manierd of agressief gedrag, kunnen verplicht worden, onverminderd de eventuele administratieve sancties die hen opgelegd kunnen worden, de in artikel 82quinquies van dit besluit bedoelde beroepsselectietesten af te leggen of opnieuw af te leggen en ervoor te slagen. Als een chauffeur die naar behoren werd opgeroepen zich niet aandient voor deze testen, zonder geldige reden, of als de omschrijving in het verslag van deze afgelegde of opnieuw afgelegde test dit rechtvaardigt, kan hem zijn bekwaamheidscertificaat definitief ingetrokken worden overeenkomstig de artikelen 105ter tot 105sexies.

Art. 83quater. Het is de chauffeurs verboden het voertuig te parkeren of ermee te rijden op de openbare weg of op een private weg die zichtbaar of toegankelijk is voor het publiek, tenzij het voertuig in gebruik is ingevolge het vooraf verhuren ervan op de zetel van de onderneming, overeenkomstig artikel 79.

Art. 83quinquies. Het is de chauffeurs verboden:

1° de dienst te verlenen in het gezelschap van andere personen dan de klanten of in het gezelschap van een dier;

2° in het voertuig te roken;

3° het voertuig met een klant aan boord door derden te laten besturen;

4° het voertuig te laden met voorwerpen die de binnenbekleding kunnen beschadigen of bevuilen;

5° een radio, een cd-speler of een recorder op- of aan te zetten, tenzij de reiziger instemt;

6° zelf of via derden klanten te ronselen." »

Art. 14. In afdeling 3 van hoofdstuk I van titel III wordt een artikel 83sexies ingevoegd, luidende:

"Art. 83sexies. Voor de ingebruikname van de voertuigen bedoeld in de vergunningsakte en op elk verzoek van de Administratie moet de exploitant de volgende documenten bezorgen, opgemaakt op zijn naam, met uitzondering van deze vermeld onder 2° en 4°:

1° de aankoopfactuur van elk gebruikt voertuig, het verkoopcontract of afbetaling, het leasingcontract of het huurkoopcontract;

2° het geldig verklaarde keuringsbewijs van het voertuig, bedoeld in artikel 24 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, voor het uitbaten van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur;

3° de verzekeringspolis, waarin wordt vermeld dat:

a) de burgerlijke aansprakelijkheid van de exploitant gedekt is voor schade veroorzaakt aan vervoerde personen en aan derden ter gelegenheid van het gebruik van zijn voertuig;

b) l'assureur s'engage expressément à avertir immédiatement l'Administration en cas de déchéance du bénéfice de la police ;

c) le véhicule est assuré en tant que location de voitures avec chauffeur ;

4° le certificat d'immatriculation ;

5° la carte internationale d'assurance automobile en cours de validité ;

Lorsque l'ensemble de ces documents sont effectivement présentés à l'Administration avant la mise en circulation des véhicules visés dans l'acte d'autorisation, ceux-ci sont enregistrés par l'Administration et mention en est faite sur le document visé à l'article 78, § 1 alinéa 3. »

Art. 15. A l'article 92 du même arrêté, il est ajouté un 7° libellé comme suit :

« 7° une attestation émanant selon le cas soit de la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et/ou de l'Office national de Sécurité sociale et dont il résulte que le demandeur est en règle en matière de cotisations sociales. Lorsque le demandeur exerce pour la première fois une activité professionnelle, celui-ci peut ne joindre à sa demande qu'une déclaration sur l'honneur certifiant qu'en cas d'octroi de l'autorisation sollicitée, il s'affiliera et, le cas échéant, s'immatriculera et que les versements à la caisse d'assurances sociales pour indépendants ou à l'Office national de Sécurité sociale seront régulièrement effectués. »

Art. 16. L'intitulé du Chapitre IV du Titre III est remplacé par l'intitulé suivant « Sanctions ».

Art. 17. Entre le Chapitre IV du Titre III nouvellement libellé "Sanctions" et l'article 103 du même arrêté, il est inséré l'intitulé d'une Section 1^{er} libellé comme suit :

Section 1 : Suspension et retrait d'autorisation."

Art. 18. Dans le même arrêté, il est inséré un article 105bis libellé comme suit :

« Art. 105bis. Le retrait définitif de l'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur entraîne l'interdiction pendant 10 ans de demander et d'obtenir une nouvelle autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur ou un service de taxis.

Lorsque le retrait de l'autorisation concerne une personne morale, l'interdiction pendant 10 ans de demander et d'obtenir une nouvelle autorisation vise les gérants ou administrateurs chargés de la gestion journalière. »

Art. 19. Au Chapitre IV du Titre III du même arrêté est insérée une Section 2 contenant les articles 105ter à 105sexies et libellée comme suit :

Section 2. — Suspension et retrait des certificats de capacité des chauffeurs.

Art. 105ter. Le certificat de capacité peut être suspendu temporairement ou retiré définitivement par le Ministre dans le cas où son titulaire ne répond plus aux conditions de moralité ou de capacité professionnelle ou méconnaît une ou plusieurs dispositions de l'ordonnance ou de ses arrêtés d'application ou en cas d'absence de réponse aux convocations régulièrement adressées par l'Administration.

Art. 105quater. Avant toute mesure de suspension temporaire ou de retrait définitif du certificat de capacité, le chauffeur concerné est convoqué pour une audition préalable.

Art. 105quinquies. La décision motivée de suspension temporaire ou de retrait définitif du certificat de capacité est notifiée au chauffeur concerné par pli recommandé.

Dans les huit jours de cette notification, l'intéressé est tenu de déposer à l'Administration son certificat de capacité.

A défaut de restitution volontaire du certificat de capacité, la récupération de celui-ci peut notamment être assurée par les fonctionnaires et agents visés à l'article 37 de l'ordonnance. En outre, et sans préjudice d'une nouvelle application de l'article 105ter, la revalidation du certificat de capacité visée à l'article 82terdecies pourra être refusée.

Art. 105sexies. Le retrait définitif du certificat de capacité entraîne l'interdiction pendant dix ans de se présenter aux séances d'information, tests de sélection professionnelle et examens permettant d'obtenir le certificat de capacité de chauffeur de taxis ou de chauffeur de voitures de location de avec chauffeur.

b) de verzekeraar zich uitdrukkelijk ertoe verbindt de Administratie onmiddellijk op de hoogte te brengen als de polis vervalt;

c) het voertuig verzekerd is als huurwagen met chauffeur;

4° het inschrijvingsbewijs;

5° een geldige internationale autoverzekeringskaart.

Als al deze documenten daadwerkelijk aan de Administratie worden bezorgd voor de ingebruikname van de in de vergunningsakte bedoelde voertuigen, registreert zij deze en wordt er melding van gemaakt op het in artikel 78, § 1, derde lid bedoelde document.

Art. 15. Aan artikel 92 van hetzelfde besluit wordt een punt 7° toegevoegd, dat luidt als volgt:

"7° een getuigschrift uitgaande van, naargelang het geval, hetzij het sociale verzekeringsfonds voor zelfstandigen, en/of de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en waaruit blijkt dat de aanvrager in orde is met de sociale bijdragen. Wanneer de aanvrager voor het eerst een beroepsactiviteit uitoefent, mag hij enkel een verklaring op erewoord bij zijn aanvraag bijvoegen, waarin hij verklaart dat hij, ingeval de gevraagde vergunning hem wordt toegekend, zich zal aansluiten en in voorkomend geval zich zal laten inschrijven en dat de stortingen aan het sociale verzekeringsfonds voor zelfstandigen of aan de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid regelmatig uitgevoerd zullen worden."

Art. 16. Het opschrift van hoofdstuk IV van titel III van hetzelfde besluit wordt vervangen door het opschrift 'Sancties'.

Art. 17. In hoofdstuk IV van titel III van hetzelfde besluit wordt tussen het nieuwe opschrift 'Sancties' en artikel 103 het opschrift van een afdeling 1 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 1: Opschorting en intrekking van de vergunningen."

Art. 18. In hetzelfde besluit wordt een artikel 105bis ingevoegd, luidende:

"Art. 105bis. De definitieve intrekking van de vergunning voor het exploiteren van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur houdt een tienjarig verbod in om een nieuwe vergunning voor het exploiteren van een dergelijke dienst of een taxidienst aan te vragen en te verkrijgen.

Als de intrekking van de vergunning een rechtspersoon betreft, geldt het verbod gedurende tien jaar een nieuwe vergunning aan te vragen en te verkrijgen ten aanzien van de zaakvoerders of bestuurders belast met het dagelijkse beheer."

Art. 19. In hoofdstuk IV van titel III van hetzelfde besluit wordt een afdeling 2 ingevoegd die de artikelen 105ter tot 105sexies bevat, luidende:

Afdeling 2: Opschorting en intrekking van de bekwaamheidscertificaten van de chauffeurs

Art. 105ter. De minister kan het bekwaamheidscertificaat tijdelijk opschorten of definitief intrekken als de houder ervan niet langer aan de vereisten inzake zedelijk gedrag of vakbekwaamheid voldoet, als hij een of meerdere bepalingen van de ordonnantie of van haar uitvoeringsbesluiten miskent of als hij niet ingaat op de oproepen die op regelmatige wijze door de Administratie worden verzonden.

Art. 105quater. Voor elke maatregel van tijdelijke opschorting of definitieve intrekking van het bekwaamheidscertificaat, wordt de chauffeur in kwestie opgeroepen voor een voorafgaande hoorzitting.

Art. 105quinquies. De gemotiveerde beslissing van de tijdelijke opschorting of definitieve intrekking van het bekwaamheidscertificaat wordt aan de betrokken chauffeur betekend via een aangetekend schrijven.

De betrokkene moet binnen de acht dagen na deze betekening zijn bekwaamheidscertificaat indienen bij de Administratie.

Als het bekwaamheidscertificaat niet vrijwillig wordt ingeleverd, kunnen met name de in artikel 37 van de ordonnantie bedoelde ambtenaren en beamten dit document recupereren. Onverminderd een nieuwe toepassing van artikel 105ter kan de nieuwe geldigverklaring van het in artikel 82terdecies bedoelde bekwaamheidscertificaat bovendien worden geweigerd.

Art. 105sexies. De definitieve intrekking van het bekwaamheidscertificaat houdt het tienjarig verbod in, zich aan te melden voor de infosessies, de beroepsselectietesten en de examens voor het halen van het bekwaamheidscertificaat van taxichauffeur of van chauffeur van huurwagens met chauffeur.

Art. 20. Dans le même arrêté il est inséré un nouveau titre IV intitulé "Titre IV – Dispositions relatives à la protection des données", comportant un article 107, libellé comme suit :

Art. 107. § 1^{er}. Les données mentionnées aux articles 8, alinéa 1^{er}, et 81 alinéa 1^{er}, sont collectées et traitées en vue des finalités suivantes :

1° pour les données visées aux articles 8, 1°, 2° et 7° et 81, 1°, 2° et 7° : vérifier les conditions de moralité, de solvabilité et de connaissances professionnelles des exploitants de services de taxis et de services de location de voitures avec chauffeur et faciliter la gestion administrative du système d'autorisation applicable aux exploitants de services de taxis et de location de voitures avec chauffeur ;

2° pour les données visées aux articles 8, 3° et 5° et 81, 3° et 5° : vérifier la conformité du véhicule qu'il est envisagé de mettre en circulation aux prescriptions édictées par les articles 32 à 45 du présent arrêté, s'il s'agit d'un service de taxis, ou à celles édictées par les articles 84 à 90, s'il s'agit d'un service de location de voitures avec chauffeur ;

3° pour les données visées aux articles 8, 4° et 81, 4° : vérifier les conditions de moralité des chauffeurs des services de taxis et des services de location de voitures avec chauffeur ;

4° pour les données visées aux articles 8, 6° et 81, 6° : vérifier les conditions de moralité et de capacité professionnelle des chauffeurs des services de taxis et des services de location de voitures avec chauffeur ;

§ 2. Les données relatives aux véhicules sont conservées pendant la durée d'exploitation du service de taxis ou du service de location de voitures avec chauffeur.

Les données relatives aux exploitants et aux chauffeurs des services de taxis et des services de location de voitures avec chauffeur sont conservées pendant une durée de cinq ans après la cessation d'activité d'exploitant ou de chauffeur d'un service de taxis ou d'un service de location de voiture avec chauffeur.

§ 3. Le responsable du traitement des données est le Service public régional de Bruxelles. L'Administration visée à l'article 1^{er}, 3° du présent arrêté intervient en qualité de sous-traitant.

Art. 21. Dans le même arrêté, le titre IV devient le titre V.

Art. 22. Dans le même arrêté, les articles 107, 108 et 109 deviennent les articles 108, 109 et 110.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*. S'agissant des chauffeurs de voitures de location avec chauffeur déjà en activité au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, il est octroyé à ces derniers un délai de trois mois à compter de la publication au *Moniteur belge* pour déposer à l'Administration l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 82^{ter}, 4° de l'arrêté du 29 mars 2007 y inséré par l'article 13 du présent arrêté et un nouveau délai de six mois à compter du dépôt de cet extrait de casier judiciaire à l'Administration pour achever avec succès le parcours professionnel visé aux articles 82^{quater} à 82^{octies} du même arrêté y insérés par l'article 13 du présent arrêté. Durant cette période, les exploitants peuvent laisser circuler ces chauffeurs au sens de l'article 81^{bis} de l'arrêté du 29 mars 2007 y inséré par l'article 12 du présent arrêté.

Art. 24. Le Ministre qui a le transport rémunéré de personnes dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juillet 2021.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du biculturel d'intérêt régional, et du transport rémunéré de personnes,

R. VERVOORT

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt een nieuwe titel IV met als opschrift "Titel IV - Bepalingen inzake gegevensbescherming" ingevoegd die een artikel 107 omvat dat luidt als volgt:

Art. 107. § 1. De in de artikelen 8, eerste lid, en 81, eerste lid, vermelde gegevens worden ingezameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° voor de gegevens bedoeld in de artikelen 8, 1°, 2° en 7° en 81, 1°, 2° en 7°: nagaan of de exploitanten van taxidiensten en diensten voor verhuur van voertuigen met chauffeur voldoen aan de voorwaarden zake zedelijkheid, solvabiliteit en beroepsbekwaamheid en het administratief beheer van het vergunningssysteem voor exploitanten van taxidiensten en diensten voor verhuur van voertuigen met chauffeur vergemakkelijken;

2° voor de gegevens bedoeld in de artikelen 8, 3° en 5° en 81, 3° en 5°: nagaan of het voertuig waarvan de inverteersstelling wordt beoogd conform is met de voorschriften bepaald in de artikelen 32 tot 45 van dit besluit, als het een taxidienst betreft, of met die bepaald in de artikelen 84 tot 90, als het een dienst voor verhuur van voertuigen met chauffeur betreft;

3° voor de gegevens bedoeld in de artikelen 8, 4° en 81, 4°: nagaan of de chauffeurs van de taxidiensten en diensten voor verhuur van voertuigen met chauffeur de zedelijkheidsvoorwaarden vervullen;

4° voor de gegevens bedoeld in de artikelen 8, 6° en 81, 6°: nagaan of de chauffeurs van de taxidiensten en diensten voor verhuur van voertuigen met chauffeur de voorwaarden inzake zedelijkheid en beroepsbekwaamheid vervullen;

§ 2. De gegevens met betrekking tot de voertuigen worden bewaard tijdens de duur van de exploitatie van de taxidienst of dienst voor verhuur van voertuigen met chauffeur.

De gegevens met betrekking tot de exploitanten en de chauffeurs van de taxidiensten en diensten voor verhuur van voertuigen met chauffeur worden bewaard gedurende vijf jaar na de stopzetting van de activiteit van exploitant of chauffeur van een taxidienst of dienst voor verhuur van voertuigen met chauffeur.

§ 3. De verwerkingsverantwoordelijke van de gegevens is de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel. De in artikel 1, 3° van dit besluit bedoelde Administratie treedt op als verwerker.

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt titel IV vernummerd naar titel V.

Art. 22. In hetzelfde besluit worden de artikelen 107, 108 en 109 vernummerd naar de artikelen 108, 109 en 110.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Chauffeurs van verhuurde voertuigen met chauffeur die op het ogenblik van inwerkingtreding van dit besluit al in bedrijf zijn, beschikken vanaf deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* over een termijn van drie maanden om het in artikel 82^{ter}, 4° van het besluit van 29 maart 2007, ingevoegd bij artikel 13 van dit besluit, bedoelde uittreksel uit het strafregister bij de Administratie in te dienen. Vanaf de indiening van dit uittreksel uit het strafregister bij de Administratie beschikken zij over een nieuwe termijn van zes maanden om te slagen voor het beroepstraject als bedoeld in de artikelen 82^{quater} tot 82^{octies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 13 van dit besluit. Gedurende deze periode mogen de exploitanten deze chauffeurs laten rijden in de zin van artikel 81^{bis} van het besluit van 29 maart 2007, ingevoegd bij artikel 12 van dit besluit.

Art. 24. De minister bevoegd voor het bezoldigd vervoer van personen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 juli 2021.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, Promotie van het Imago van Brussel, Biculturele Zaken van Gewestelijk Belang en Bezoldigd Vervoer van Personen,

R. VERVOORT